

RAPPORT N° 2024/6-21
au Bureau de la Communauté
en séance du jeudi 12 décembre 2024

OBJET : RESEAU INTERCOMMUNAL DE LECTURE PUBLIQUE – ATTRIBUTION D'UN FONDS DE CONCOURS A LA COMMUNE DE SAINTE-MARIE POUR LA PARTICIPATION AU FINANCEMENT DU FONCTIONNEMENT DE LA MEDIATHEQUE DE SAINTE-MARIE

Référence au projet politique :

Orientation 2 : « Bâtir le développement équilibré et solidaire du territoire »

Axe 6 : « S'orienter vers un développement humain ambitieux »

Engagement 14 : « Engager une politique culturelle novatrice et structurée »

Dans le cadre de sa compétence optionnelle « construction, aménagement, entretien et gestion d'équipements culturels et sportifs d'intérêt communautaire », la CINOR a réalisé les travaux d'extension de la médiathèque de Sainte-Marie, représentant une surface supplémentaire de 1 800 mètres carrés.

Depuis la décision du Bureau de la Communauté en date du 27 juin 2013, la CINOR accompagne la Commune de Sainte-Marie sur le fonctionnement de la médiathèque par l'attribution d'un fonds de concours correspondant à une participation aux charges de personnel relatives à 16 agents affectés au fonctionnement de l'extension de la médiathèque, pour un montant total de 510 000 €.

En vertu de l'article L 5216-5-VI du CGCT, des dérogations aux principes d'interdiction des financements croisés et de spécialité sont autorisées dans les conditions suivantes : « afin de financer la réalisation ou le fonctionnement d'un équipement, des fonds de concours peuvent être versés entre la communauté d'agglomération et les communes membres après accords concordants exprimés à la majorité simple du conseil communautaire et du conseil municipal concernés. Le montant total des fonds de concours ne peut excéder la part du financement assuré, hors subventions, par le bénéficiaire du fonds de concours. »

Il est rappelé que la règle comptable régissant la matière stipule que le versement de fonds de concours n'est autorisé que si trois conditions sont réunies :

1. Le fonds de concours doit nécessairement avoir pour objet de financer la réalisation ou le fonctionnement d'un équipement (la promotion d'un événement sportif est par exemple exclue).
2. Le montant total des fonds de concours ne peut excéder la part du financement assurée, hors subventions, par le bénéficiaire du fonds de concours. Cette condition restrictive implique donc que le total des fonds de concours reçus soit au plus égal à la part autofinancée par le bénéficiaire du fonds de concours.
3. Le fonds de concours doit avoir donné lieu à délibérations concordantes, adoptées à la majorité simple, du conseil communautaire et du conseil municipal concernés.



Il vous est proposé de reconduire cette convention d'attribution d'un fonds de concours pour la période du 5 décembre 2024 au 4 décembre 2025.

En conséquence, il vous est demandé :

- D'approuver l'attribution d'un fonds de concours au profit de la Commune de Sainte-Marie à hauteur de 510 000 € correspondant à la participation de la CINOR au financement des charges de fonctionnement de la médiathèque pour la période du 5 décembre 2024 au 4 décembre 2025 ;
- De m'autoriser à signer avec la Commune de Sainte-Marie la convention y afférente, jointe en annexe.

Je vous prie de bien vouloir en délibérer.

Le Président,
Maurice GIRONCEL



Communauté Intercommunale du Nord de la Réunion
Département de la Réunion

Copie de la décision de conception en préfecture
N° 24974019-20241212-BC2024-6-21-DE
Date de transmission : 24/12/2024
Date de réception préfecture : 24/12/2024

DECISION N° 2024/6-21
du Bureau de la Communauté
en séance du 12 décembre 2024

OBJET : RESEAU INTERCOMMUNAL DE LECTURE PUBLIQUE – ATTRIBUTION D'UN FONDS DE CONCOURS A LA COMMUNE DE SAINTE-MARIE POUR LA PARTICIPATION AU FINANCEMENT DU FONCTIONNEMENT DE LA MEDIATHEQUE DE SAINTE-MARIE

Référence au projet politique :

Orientation 2 : « Bâtir le développement équilibré et solidaire du territoire »

Axe 6 : « S'orienter vers un développement humain ambitieux »

Engagement 14 : « Engager une politique culturelle novatrice et structurée »

LE BUREAU DE LA COMMUNAUTE

Vu les dispositions du CGCT ;

Considérant que l'article L. 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, permet à l'organe délibérant de tout EPCI d'accorder des délégations d'attributions au Bureau Communautaire ;

Considérant que dans son avis rendu le 17 décembre 2003, le Conseil d'Etat a jugé que (...) « L'article L5211-10 autorise, l'organe délibérant à déléguer librement ses attributions, au Bureau, dans toutes les matières autres que les sept qui y sont énumérées par le présent article » (Conseil d'Etat, avis, 17 déc. 2003/ n° 258.616, Préfet du Nord) ;

Considérant que le 10 juillet 2020, affaire n° 2020/1-07 le Conseil Communautaire a délégué au Bureau les compétences suivantes :

1. Pour les actes visant la gestion du personnel et la gestion de la rémunération des délégués communautaires ;
2. Pour attribuer ou résilier les marchés publics et accord-cadre de travaux, fournitures et services y compris maîtrise d'œuvre qui sont supérieurs au seuil des procédures formalisées défini par décret et pour les marchés et accords-cadres de travaux passés après procédure adaptée excédant 1 000 000 d'euros HT (y compris pour une opération de travaux, tous les lots afférents à cette opération passés en procédure adaptée sur la base des dispositions de l'article 27-III du CMP), ainsi que toutes décisions concernant leurs avenants.
3. Pour prendre toutes décisions concernant les remises éventuelles de pénalités contractuelles (partielles ou totales), liés aux marchés et accords-cadres pour tout type de procédure formalisée ou non ;
4. Pour les plans de financement et des demandes de subventions liés aux dossiers relatifs aux différents marchés susvisés ;
5. Pour les conventions de mandat de maîtrise d'ouvrage, les conventions Publiques d'Aménagement et les concessions d'aménagement ;
6. Pour les conventions avec EDF/GDF, France télécom, CISE, VEOLIA EAU ;
7. Pour les conventions pour les déplacements de réseau et plus généralement toutes les conventions d'occupation du domaine public ;
8. Pour le déclassement du domaine public intercommunal concernant les matériels et mobiliers ;
9. Pour les conventions de toutes natures en relation avec le fonctionnement de la CINOR ;

Considérant par ailleurs que les affaires déléguées par le Conseil Communautaire ne figurent pas parmi les exceptions visées par les sept items de l'article L 5211-10 du CGCT ;

Considérant enfin que le Bureau Communautaire est devenu depuis 2001 du fait des délégations attribuées par le Conseil Communautaire, l'organe délibérant pour les affaires déléguées ;

Vu l'avis des Commissions ;

Accusé de réception en préfecture
974-249740119-20241212-BC2024-6-21-DE
Date de télétransmission : 24/12/2024
Date de réception préfecture : 24/12/2024

Sur le rapport n° 2024/6-21 du Président ;

**APRES EN AVOIR DELIBERE,
DECIDE**

ARTICLE 1

D'approuver l'attribution d'un fonds de concours au profit de la Commune de Sainte-Marie à hauteur de 510 000 € correspondant à la participation de la CINOR au financement des charges de fonctionnement de la médiathèque pour la période du 5 décembre 2024 au 4 décembre 2025.

ARTICLE 2

D'autoriser le Président à signer avec la Commune de Sainte-Marie la convention y afférente, jointe en annexe.

Nombre de votants : 14
Suffrages exprimés : 14
Vote pour : 14
Vote contre : 00
Abstention : 00

Pour extrait certifié conforme

Fait à Sainte-Clotilde **23 DEC 2024**

Le Président,
Maurice GIRONCEL



Accusé de réception en préfecture
974-249740119-20241212-BC2024-6-21-DE
Date de télétransmission : 24/12/2024
Date de réception préfecture : 24/12/2024